



la présence d'industries polluantes sur leur territoire. Aussi l'ouverture économique en Chine, et plus particulièrement le choix d'en faire profiter en premier lieu des zones du littoral voisin de la colonie britannique, allait dans les intérêts des entrepreneurs hongkongais.

Le résultat en fut spectaculaire. En drainant l'essentiel des capitaux de la diaspora engagés en Chine, soit deux-tiers de l'ensemble des capitaux étrangers, Hong Kong est devenu le premier investisseur dans la République Populaire, avec un total de 262 milliards de dollars entre 1979 et 1996. Tous les capitaux originaires de

Hong Kong ne sont pourtant pas le fait d'entrepreneurs hongkongais. En effet, une grosse part des capitaux étrangers, et notamment ceux de la diaspora chinoise, entre en République Populaire par un détour à Hong Kong, utilisant les infrastructures modernes, le réservoir d'informations sur la Chine et le sas linguistique qu'elle

constitue. Hong Kong est également un point de fuite de capitaux détournés par des cadres de la République Populaire : l'ancienne colonie est le lieu du blanchiment d'argent issu de la corruption engendrée par l'ouverture économique... argent dont une partie retourne sur le continent, alors sous le sceau bien blanc de « capitaux étrangers », et

*Après 1979,
Hong Kong
est rapidement
devenu une interface
indispensable
entre la diaspora
chinoise
et la République
Populaire.*

profitant par la même occasion d'avantages fiscaux dans les ZES. Après 1979, Hong Kong est donc rapidement devenu une interface indispensable entre la diaspora chinoise et la République Populaire, un véritable sas de pénétration dans le continent, mais aussi, pour les Chinois de la République Populaire, une vitrine du capitalisme, de ses modes et de son supplément de libertés.

Hong Kong s'est donc adapté, à son grand profit, à l'ouverture chinoise. Le résultat fut un double mouvement : d'abord une tertiairisation définitive de l'économie de la colonie britannique, les parts respectives de l'industrie et des services dans le PIB de Hong Kong représentaient en effet 32 et 68% en 1980 et 16 et 84% en 1996; ensuite une délocalisation des industries de main d'œuvre hongkongaises, notamment les industries d'assemblage et de sous-traitance, vers les ZES chinoises, les produits manufacturés réalisés sur le continent étant destinés à être réexportés vers des pays tiers, surtout occidentaux, à partir de Hong Kong, qui plus est seul port en eaux profondes de la Chine du Sud.

La rétrocession de la colonie britannique à la Chine, annoncée par l'accord de 1984 entre les deux États a pu susciter des craintes parmi les cadres hong-

kongais et le mouvement d'immigration, notamment de familles fortunées, les yacht people, vers les pays neufs, l'Australie, les États-Unis et surtout le Canada, avec 60 000 départs annuels depuis 1990, le prouve. Mais ces craintes sont-elles bien fondées? La République Populaire, en préconisant la politique « un pays, deux systèmes » s'est engagé à conserver pendant 50 ans le système économique hongkongais, en octroyant à l'ancienne colonie britannique, comme à Macao, le statut de Territoire Administratif Spécial. Dans la voie de réformes économiques sur laquelle ils se sont engagés depuis une vingtaine d'années, les dirigeants chinois n'ont pas l'intention de se priver de l'atout que peut représenter Hong Kong, première place financière d'Asie et troisième du monde, sas de pénétration sur le continent, avec son nouvel aéroport international d'une capacité de 87 millions de passagers, ouvert en 1998 à Chek Lap Kok, étape obligée des principales lignes aériennes de l'Asie orientale et des liaisons entre la Chine continentale, Taïwan et l'Occident, avec son port, le premier au monde pour le trafic de conteneurs, avant Singapour et Rotterdam.

Surtout, l'interdépendance économique entre le delta de la Rivière des Perles, tout entier élevé au rang de ZEO (Zone Economique Ouverte) en 1985, et Hong Kong est profonde. Grâce aux réformes, l'intégration économique de Hong Kong à la Chine avait été réalisée bien avant la réunification politique. Le delta, voire même la province du Guangdong dans son ensemble, est devenu pour la Chine un véritable laboratoire des réformes, et pour Hong Kong une base arrière indispensable pour ses activités de production. La région a été profondément métamorphosée depuis 20 ans et connaît un boom démographique sans précédent. Ainsi Shenzhen, limitrophe de Hong Kong est passé depuis 1978 de 500 000 à plus de 3 millions d'habitants. De nombreuses villes et bourgs du delta connaissent un essor impressionnant. Le paysage s'est modifié : routes, canaux, polders se multiplient, le plus souvent sans concertation régionale d'ensemble, et contribuent à combler, parfois dans le désordre, la baie; le cabotage s'intensifie entre les multiples petits ports et la grande métropole pour y acheminer la production. Le delta fourmille d'activités et de trafic et toutes les familles sont concernées par les nouvelles productions industrielles, le plus souvent dans des petites unités, en conservant toutefois souvent des emplois dans l'agriculture. Toute la région devient pour Hong Kong une *desakota*, terme indonésien désignant un phénomène souvent rencontré en Asie d'expansion dans les campagnes envi-

